



PREFET DU TARN

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2019/0105

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la SARL Ardoisière de Dourgne, route d'Arfons, 81110 Dourgne,
pour le renouvellement des garanties financières de
l'exploitation de la carrière d'ardoises sise lieu-dit *Limatgé*
du territoire de la commune de Dourgne.**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juin 2019 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et aux installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées résultant de leur fonctionnement (prospection, extraction et stockage) ;
- Vu** l'arrêté du 9 février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004, au bénéfice de la SARL Ardoisière de Dourgne, sise route d'Arfons – 81110 Dourgne, autorisant l'exploitation de la carrière d'ardoises située lieu-dit *Limatgé* sur le territoire de la commune de Dourgne ;
- Vu** l'article R. 516-2 du code de l'environnement qui dispose :
II. L'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant.

V. Les garanties financières « sont constituées pour une période minimale de deux ans et » doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

- Vu** l'article GF 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé qui impose le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant la date de leur échéance ;
- Vu** le courrier simple du 17 juin 2019 de la DREAL au gérant de la SARL Ardoisière de Dourgne, lui rappelant de renouveler les garanties financières de la carrière qu'il exploite à Dourgne – 811110, au moins 6 mois avant la date de leur échéance au 26 décembre 2019 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juillet 2019, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 juin 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de **15 jours** ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la SARL Ardoisière de Dourgne n'a pas renouvelée 6 mois avant leur échéance les garanties financières de la carrière qu'elle exploite sur la commune de Dourgne ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article GF 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Ardoisière de Dourgne de renouveler les garanties financières de la carrière qu'elle exploite, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1 :

La SARL Ardoisière de Dourgne, sise route d'Arfons à Dourgne – 81110, exploitant la carrière d'ardoise lieu-dit *Limatgé* du territoire de la commune de Dourgne, est mise en demeure de renouveler les garanties financières de cette exploitation, dans un délai maximum de **1 mois**.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation décrite à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En application de l'article L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 - Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Dourgne pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Dourgne.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la « SARL Ardoisière de Dourgne ».

Fait à Albi, le - 1^{er} AOÛT 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,


François PROISY